

Modalités pour les niveaux de référence REDD+ : questions techniques et de procédure

Synthèse

Préparé pour
le **Gouvernement norvégien**



Meridian Institute

Connecting People to Solve Problems

Synthèse

Les niveaux de référence sont essentiels sur deux points pour la Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et le Rôle de la conservation des stocks de carbone forestier, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone (REDD+).

Tout d'abord, les niveaux de référence présentent les émissions sous le scénario MSQ (maintien du statu quo), ce qui fournit un indice de référence pour estimer les réductions des émissions attribuables à la mise en oeuvre de REDD+. Ensuite, des niveaux de référence sont nécessaires pour déterminer l'éligibilité à un soutien international fondé sur les résultats REDD+, et calculer ce soutien sur la base de réductions vérifiées des émissions.

Nous définissons un niveau de référence comme le scénario de base MSQ élaboré sur la base des émissions et absorptions historiques, ajustées, le cas échéant, en fonction des circonstances nationales pour en améliorer la précision. Nous utilisons l'expression base de référence de compensation pour indiquer la quantité d'émissions en-deçà de laquelle un pays peut prétendre à un soutien financier international au titre d'un mécanisme REDD+ de réduction des émissions de gaz à effet de serre basé sur les résultats.

Des niveaux de référence peuvent être élaborés de manière à incorporer les trois catégories d'utilisation des sols décrites dans le Guide des bonnes pratiques pour le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), à savoir : la conversion de forêts en d'autres terres (qui couvre la déforestation) ; les autres terres converties en forêts (qui couvre l'expansion des stocks de carbone forestier par l'afforestation ou la reforestation) ; et les forêts qui restent forêts (qui couvre la dégradation des forêts, la gestion durable des forêts et la conservation des stocks de carbone forestier — bien que ce dernier point soulève des défis particuliers dans la mesure où, par définition, on ne peut lui affecter un taux de flux de carbone).

La détermination fiable des émissions et des absorptions historiques exige un volume important de données et des analyses poussées qui dépassent peut-être les capacités actuelles de nombre de pays en développement Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les circonstances nationales pertinentes qui varient entre ces Parties incluent notamment leur stade dans la transition forestière (évalué, par exemple, via leur couvert forestier et/ou leur PIB par habitant), le rôle des prix des produits de base en tant que facteur de la déforestation et de la dégradation des forêts, et les plans nationaux de développement en cours. Des niveaux de référence peuvent être élaborés à l'échelle nationale ou sous-nationale, mais la mise au point d'une série de normes nationales pour la collecte et l'analyse des données est essentielle. Une étape additionnelle pourrait consister à dissocier la base de référence de compensation du niveau de référence afin de garantir l'additionalité, renforcer l'efficacité, l'efficience et l'équité et éviter les fuites au niveau international.

Au sein de la CCNUCC, les niveaux de référence pourraient être adoptés suivant (1) un processus unique coordonné du haut vers le bas, mené par des décideurs politiques ou des experts techniques, (2) un processus mené par chaque pays impliquant une confirmation technique et/ou politique au niveau international, (3) ou une approche hybride. Les procédures d'adoption des niveaux de référence devraient prendre en considération le fait que les lacunes dans les données et les différences entre les capacités et les circonstances nationales rendent difficile et improbable l'adoption simultanée de niveaux de référence pour tous les pays en développement Parties à la convention, voire seulement pour un nombre significatif d'entre eux.

La soumission de niveaux de référence au niveau national et leur évaluation par l'organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) ou par un expert désigné pourrait se dérouler de façon progressive, leur approbation relevant de la Conférence des Parties (COP) ou déléguée à un organisme constitué séparément. Dans l'approche hybride, la COP pourrait encourager la

communication des données relatives au carbone forestier et adopter des directives régissant l'établissement de niveaux de référence. Les pays en développement Parties à la convention pourraient être encouragés à communiquer des valeurs préliminaires pour les niveaux de référence au Secrétariat de la CCNUCC. Ces niveaux de référence pourraient ensuite faire l'objet de corroborations ou justifications ultérieures et/ou être révisés suivant un processus d'évaluation technique puis être finalement confirmés par la COP.

Le processus d'adoption des niveaux de référence doit combiner efficacité environnementale dans son résultat et efficacité des procédures. Les points de décision doivent être en nombre limité et adaptés aux capacités des pays d'élaborer et adopter des niveaux de référence fondés sur les niveaux historiques des émissions et des absorptions et conformes à leurs circonstances nationales et leur progression dans les phases de mise en œuvre de REDD+.

Les modalités pour les niveaux de référence REDD+ que le SBSTA a été prié de soumettre à l'examen de la dix-septième Conférence des Parties, qui se déroulera à Durban (Afrique du Sud) en décembre 2011, pourraient inclure des principes et/ou des critères visant à garantir l'intégrité et la transparence environnementales globales ; des directives relatives à l'élaboration des niveaux de référence, prenant en considération les niveaux historiques des émissions et des absorptions et l'application de circonstances nationales ; et un encouragement aux Parties pour qu'elles communiquent à la convention, à titre volontaire, des niveaux de référence préliminaires, accompagnés de la documentation les expliquant et d'une justification analytique, incluant un processus d'évaluation et de corroborations complémentaires.

Bien que les règles et modalités du soutien international REDD+ demeurent en cours d'élaboration, les Parties peuvent s'entendre sur le financement de REDD+ par le biais d'accords de partenariats bilatéraux. Les niveaux de référence REDD+ élaborés conformément aux modalités qui seront adoptées par la COP pourront en outre servir de points de référence pour le calcul de compensations fondées sur les résultats dans le contexte d'accords bilatéraux de financement REDD+.

Le présent rapport est du domaine public. Les auteurs encouragent une dissémination aussi large que possible de ce document. Les utilisateurs peuvent le télécharger, le sauvegarder ou le distribuer sous forme électronique ou sous tout autre format, y compris une traduction en langue étrangère, sans autorisation écrite. Nous demandons cependant que si vous le distribuez, vous en créditez les auteurs et mentionnez le site Web <http://www.REDD-OAR.org> et ne changiez rien au texte.

Une copie électronique du rapport en entier est disponible à l'adresse suivante: <http://www.REDD-OAR.org>

Le Gouvernement norvégien a passé un accord avec le Meridian Institute pour faciliter l'évaluation d'une série d'options proposées pour des éléments critiques des composantes REDD+ pour un accord de Copenhague dans le cadre de la CCNUCC. En décembre 2008, cette évaluation a donné lieu à un processus consultatif et analytique dont les résultats ont été soumis sous forme résumée dans le Rapport REDD+ d'évaluation des choix institutionnels, publié en avril 2009. En juillet 2009 le Meridian Institute a procédé à une évaluation de suivi dans le cadre du REDD+ Évaluation des choix institutionnels. (Ces deux rapports sont disponibles sur le site <http://www.redd-oar.org>). Les deux rapports ont été accueillis de manière très favorable et se sont révélés utiles pour les négociateurs de la CCNUCC et diverses autres parties prenantes.

En vue de la COP-17 qui se déroulera à Durban, le Gouvernement norvégien a confié au Meridian Institute l'exécution d'un processus similaire visant l'élaboration de modalités pour les niveaux de référence REDD+ en vue d'épauler et d'informer les Parties à la CCNUCC et d'autres parties prenantes. Plus précisément, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) s'est vu confier pour mandat l'élaboration de modalités relatives aux niveaux d'émissions de référence pour les forêts et aux niveaux de référence pour les forêts qui seront soumises à l'examen de la COP-17.

L'évaluation de questions techniques et de procédures relatives aux niveaux de référence a pour objet d'informer les Parties à la CCNUCC sur le développement de modalités applicables aux niveaux de référence dans le contexte du programme de travail du SBSTA pour 2011. Cette évaluation sera effectuée de la même manière que les évaluations REDD+ OAR et REDD+ IOA, à savoir une analyse et une évaluation systématiques réalisées par un groupe d'experts diversifié et indépendant et la facilitation d'un dialogue entre négociateurs de la CCNUCC, experts et autres parties prenantes.

Le Meridian Institute, une ONG à but non lucratif de réputation internationale pour la convocation et la facilitation de dialogues et évaluations neutres et indépendants, est, selon nous, le facilitateur idéal pour ce processus. Nous espérons sincèrement que le processus facilité par le Meridian Institute sur les Modalités pour les niveaux de référence REDD+ : Questions techniques et de procédures contribuera à ce dialogue important.



Hans Brattskar
Ambassadeur

Directeur, Initiative internationale du Gouvernement norvégien
sur le climat et les forêts